

De nombreux Biennois dépassés par la politique

BIENNE La moitié des citoyens trouvent les messages politiques trop compliqués. Ils aimeraient changer cela.

PAR CHRISTIAN KOBI

Les Biennois veulent davantage participer à la vie publique: c'est l'élément central qui ressort d'un sondage réalisé ce printemps par l'institut gfs.bern dans le cadre de la révision totale du Règlement de la Ville. Pour y parvenir, les 1200 personnes ayant participé à l'enquête – sur 4000 questionnaires envoyés à un échantillon tiré au sort – estiment qu'il faut prendre des mesures pour inciter les ayants droit à se rendre plus souvent aux urnes. La proposition d'un vote obligatoire tel que pratiqué à Schaffhouse est en revanche clairement rejetée (64%). Pour une bonne moitié des Biennois interrogés (58%), les messages politiques sont aujourd'hui trop compliqués à comprendre. Ils seraient même 49% à vouloir attester par un

«vote blanc» le fait d'être dépassés. «Il ressort de ce sondage que les ponts entre la population et la politique ne fonctionnent pas bien», analyse Lukas Golder, codirecteur de gfs.bern. «De plus en plus de sujets sont soumis au vote, et ceux-ci sont de plus en plus complexes. La population souhaite un meilleur dialogue avec ses autorités, elle aimerait qu'on lui explique mieux les choses.» Et cela doit commencer dès le plus jeune âge: quelque 78% des participants sont favorables à davantage de sensibilisation politique dans les écoles.

Élargir les possibilités

Dans la même lignée, les sondés sont pour l'élargissement des droits de participation aux personnes sans droit de vote, que ce soit dans les quartiers ou dans des instances comme

le parlement des jeunes. Les résultats montrent également que les Biennois sont très attachés au bilinguisme de leur ville et souhaitent que cet aspect trouve sa place dans la Constitution biennoise. La question de la transparence des autorités est une autre thématique aux yeux des participants, tout comme l'endettement et les outils à disposition pour le freiner.

Quant aux préoccupations du mouvement citoyen Passerelle, qui estimait que certaines questions portant sur les doubles mandats étaient orientées (Le JdJ du 24 avril et du 5 mai), elles ne sont pas confirmées par les résultats: 56% des votants sont en effet soit indécis (33%) soit contre (23%) la possibilité pour les membres du Conseil municipal de siéger aux Chambres fédérales ou au Grand Conseil.



A Bienne, tous les sujets ne passionnent pas autant la population que le débat sur l'A5... MATTHIAS KÄSER

«Par conséquent, il semblerait qu'à l'heure actuelle, un scrutin sur ce thème aboutirait en faveur du plein engagement des membres de l'Exécutif à Bienne», peut-on lire dans le rapport de l'institut gfs.bern.

Pas de réelle surprise

Ce rapport, le Conseil municipal en a pris connaissance lors de sa séance de mercredi. «Nous sommes très satisfaits du très haut degré de réponse, qui permet à ce sondage d'être représentatif», a déclaré

Silvia Steidle au nom du Municipal. La Directrice des finances n'est pas étonnée par les résultats: «On remarque que la population est très préoccupée sur les thèmes qui la touchent directement, comme la participation ou la question de l'endettement. En revanche, plus le thème est complexe plus le nombre d'indécis est important.»

En se référant au rapport transmis par gfs.bern, la Ville élaborera dans les mois à venir un projet de texte pour sa nouvelle

constitution, qui n'a plus été révisée depuis 20 ans. Sa proposition fera ensuite l'objet de procédures de consultation classiques auprès des partis politiques et des milieux intéressés, puis sera soumise au Conseil de ville. Si ce dernier la valide, la population aura le dernier mot dans les urnes lors d'une votation prévue en mai 2020, en vue d'une entrée en vigueur du nouveau Règlement de la Ville au 1er janvier 2021, soit au début de la prochaine législature.

PUBLICITÉ

À L'ÉCOUTE DE BIENNE BIENNENTENDU

Canal 3 sur DAB+ plus d'infos sur canal3.ch/fr